

Que la révolution commence...

Rapport d'un voyage en Tunisie

Francine Mestrum

Sociologue, membre du groupe de travail Transform ! Bruxelles, membre du conseil international du Forum social mondial

« **Q**u'on ne s'y trompe pas. La lutte continue. Ce que nous voulons c'est la justice, la dignité, le respect. » Voilà ce que l'on nous a dit tout au long de ce voyage de trois jours *. Nous étions avec une délégation de vingt-cinq personnes environ du Conseil international du FSM, invitée par le syndicat UGTT. Le voyage nous a amenés à Tunis, à Kasserine et à Sidi Bouzid. Le dernier jour était consacré à une visite aux camps de réfugiés près de la frontière libyenne.

À l'issue de ce voyage, je n'ai pas de position claire. Je reviens avec davantage de questions que je n'en avais déjà au début. Ce que j'ai vu et entendu, ce que je n'ai ni vu ni entendu me troublent. Une chose est sûre : la révolution ne fait que commencer. Le dictateur est parti, la grande corruption a pris fin mais le système dictatorial n'a pas disparu. Il y a toujours des prisonniers politiques, il y a toujours des arrestations arbitraires, il y a toujours la torture, la police politique est toujours en fonction. À Kasserine, quand nous nous sommes arrêtés à la Place des Martyrs, une femme est venue nous voir en nous suppliant de l'accompagner à l'hôpital où est soigné son fils. Que s'était-il passé ? Quelques jours auparavant, un de ses fils avait été arrêté et torturé pour en savoir plus de ce qui se tramait parmi les jeunes. Sa mère était allée se renseigner au bureau de police où elle aussi avait été maltraitée et blessée. On lui dit que son fils risquait vingt ans de prison. En désespoir de cause, un autre fils s'est immolé... Les immolations sont fréquentes en Tunisie et dans quelques autres pays nord-africains, mais les quotidiens européens n'en par-

lent pas. Cependant, à Sidi Bouzid, une immolation fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres.

Nous avons toujours combattu la dictature, nous a-t-on répété tout le temps. Mais la vraie révolte a commencé en 2008 dans le bassin minier (mines de phosphate). Ce soulèvement fut écrasé mais la paix n'est jamais revenue. Le régime était très répressif. Les « femmes démocrates » à Tunis ne pouvaient pas se permettre de se rencontrer dans un café ou un restaurant, elles étaient connues et repérées par la police, elles risquaient à tout moment une arrestation. Dès qu'il y avait quelque part un début de manifestation ou de protestation, la police intervenait avec le gaz lacrymogène. L'immolation de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid a provoqué la colère de milliers de jeunes qui sont descendus dans la rue. Immédiatement, la police comprit que cette protestation était différente, plus importante ; et elle augmenta la dose de lacrymogène. Mais les jeunes ont continué, ils ont vu tomber leurs camarades, blessés et tués par des *snipers* sur le toit des maisons. Ils comprirent qu'ils n'avaient plus le choix, qu'ils devaient persister. À Kasserine, début janvier, 70 jeunes furent tués !

Le soulèvement a d'abord été le fait des jeunes, des étudiants et des chômeurs diplômés. À Kasserine, une ville d'à peine 100 000 habitants, 13 500 jeunes qualifiés sont au chômage. Quand nous y étions, un *sit-in* venait d'être organisé avec une grève de la faim. Les jeunes avaient étalé tout autour des tentes dans lesquelles ils s'étaient installés avec leurs diplômes d'enseignants, d'informaticiens, de docteurs... Des personnes plus âgées vinrent nous voir pour nous expliquer ce qu'elles gagnaient, sans contrat, sans statut ; trop peu pour s'acheter du pain.

Et ce fut effectivement une révolution *facebook* et téléphone mobile. Dès que la police intervenait quelque part, des mots d'ordre étaient donnés pour se réunir ailleurs et pour détourner l'attention. Chaque soir, les mots d'ordre étaient donnés sur *facebook*. La révolution était vraiment mobile et les manifestations se déplaçaient d'un quartier à l'autre. Mais le soir personne ne savait s'il allait être vivant le lendemain. Le matin, personne ne savait s'il allait pouvoir rentrer le soir.

Briser le mur de la peur

Le plus douloureux étaient les récits des familles des victimes de Kasserine. Des hommes et des femmes se présentaient avec des photos de leurs enfants morts. Des hommes qui avaient perdu une jambe, des femmes blessées par balle... Tous n'avaient qu'une seule revendication : que les *snipers* – dont on avait les noms – soient poursuivis. Leurs avocats ont déposé plainte mais aucune suite n'y a été donnée jusqu'à présent. Ils sont allés voir le gouverneur mais n'ont pas été entendus. À Kasserine règnent le désespoir et la colère.

Certains ont reçu des compensations financières mais ces gens ne veulent pas d'argent ; ils ne veulent que la reconnaissance de leur douleur et de leurs sacrifices.

Ce qui frappait était que les organisations pour la défense des droits humains ne se sont apparemment pas encore mises au travail pour inventorier tous les faits, pour établir des dossiers sur les morts, les blessés, les torturés. Certes, les avocats font leur travail mais eux aussi sont relativement impuissants. Que doivent faire les victimes ?

Ce qui frappait également est le fait que des hommes et des femmes ont été tués, tandis que seuls les hommes sont des « martyrs », les femmes ne sont que des victimes n'allant pas au paradis.

Au niveau politique, les organisations font défaut. À Tunis, un travail important a commencé pour créer des partis et pour préparer l'élection d'une assemblée constitutionnelle, le 24 juillet. Mais à l'intérieur du parti, personne n'est disponible pour aider, accompagner, encadrer la population. Le syndicat n'a pas toujours la confiance de tous. Il est vrai que l'UGTT n'était pas au premier rang les premiers jours du soulèvement et qu'une partie de ses dirigeants était proche du régime dictatorial même si, dans l'organisation, la dissidence était importante. Mais la population a bonne mémoire et malgré les efforts importants des syndicalistes aujourd'hui, on nous a dit à maintes reprises que le syndicat ne pouvait pas récupérer « sa » révolution. Cependant, l'UGTT a au moins une organisation et un potentiel réel de mobilisation des gens.

En fait, le soulèvement a commencé de façon relativement spontanée et apolitique par des jeunes en quête d'avenir. Ils ont convaincu leurs parents et leurs aînés de l'utilité des réseaux sociaux. Ils ont réussi à impliquer les autres organisations de la société civile dans leurs protestations. Ce n'est qu'au moment où la révolte a gagné les quartiers populaires de Tunis et que des grèves furent organisées que le régime comprit que la répression n'était plus possible. Tout comme les manifestants comprirent qu'il n'y avait pas de recul possible : en cas d'échec les représailles auraient été trop dures. On comprit qu'il fallait aller jusqu'au bout, qu'il fallait briser le mur de la peur.

« Cette révolution, nous dit un jeune, m'a fait redécouvrir les valeurs de mon peuple : la solidarité, la fraternité, le dévouement. » Un exemple magnifique en fut donné quand les premiers réfugiés arrivèrent de la Libye voisine. Les Tunisiens accoururent avec du café, de l'eau, du pain. Ils vidaient les magasins pour acheter ce dont avaient besoin les étrangers. Quel contraste avec le sort réservé en Europe aux migrants tunisiens !

Un avenir incertain

Et maintenant ? Toutes les personnes avec qui nous avons parlé nous disaient que jusqu'à présent rien de fondamental n'avait changé. Le gouvernement ac-

tuel n'est pas perçu comme légitime. Dans la capitale, du travail est fait pour créer des espaces politiques démocratiques. Des partis politiques sont créés mais on ne sait pas toujours clairement quels groupes se cachent derrière les nouveaux sigles. Le risque d'un recul politique n'est pas qu'imaginaire. La contre-révolution est en cours. Les fondamentalistes se font entendre. Ceux qui, aujourd'hui, ont les moyens d'organiser et de mobiliser les gens à l'intérieur du pays peuvent engranger des avantages énormes. Le manque actuel de perspectives est criant et risque de provoquer une radicalisation.

Il est évident que les quelques mois qui nous séparent des révoltes du début de l'année ne suffisent pas à entamer de vraies réformes sociales et économiques. Mais le peuple est impatient. Il veut des emplois. C'est ce qui explique le départ massif des jeunes pour l'Europe. Les revendications les plus importantes qui nous ont été communiquées par les organisations de la société civile sont avant tout une autre politique européenne d'immigration, un audit de la dette extérieure afin d'annuler les dettes illégitimes, une reformulation des accords commerciaux et enfin des emplois, des emplois et des emplois.

Que la révolution commence...

Dans toutes nos conversations avec les syndicats, les organisations pour la défense des droits humains, les avocats, les femmes, les jeunes et les victimes, pas une seule fois n'est tombé le mot « socialisme ».

L'impression que j'ai eue, avec quelques-uns de mes camarades, était que ce soulèvement a été le fait de jeunes dont la dignité a été ignorée, de jeunes sans perspectives d'avenir. Ils étaient en grande partie apolitiques, mais ils ont vu mourir leurs camarades et ils se sont vite politisés. Les organisations qui ont rejoint les protestations les ont aidés.

Cette révolution est politique et socio-économique. Les revendications politiques concernent la démocratie, le respect des droits humains et la participation. Il y a des chances réelles que cela se concrétise. Une démocratie libérale sera instaurée avec un système multipartite et des élections régulières. Les revendications socio-économiques seront plus difficiles à réaliser car elles supposent la fin des politiques néolibérales.

La Tunisie donne l'image d'un pays développé, il n'y a point de situations « tiers-mondistes ». Tout est bien entretenu, des immeubles modernes dans les villages et les villes, routes asphaltées, des commerces multiples. Mais dans les quotidiens, on lit des histoires sur des villages où les femmes n'ont encore jamais vu de médecin...

En 2008, la Tunisie avait un revenu national de 3 290 \$ par habitant, ce qui est la moyenne d'un pays à revenu moyen. La pauvreté monétaire y est particulièrement peu élevée : à peine 6,5 % selon le seuil de pauvreté de la Banque mondiale de 2 \$/jour et 7,5 % selon le seuil de pauvreté national.

La croissance économique a été en moyenne de 3,3 % de 1990 à 2005, mais le chômage officiel s'élève à 14 %. Un quart de la population a moins de 15 ans. Selon le forum économique de Davos, la Tunisie est un des pays les plus compétitifs d'Afrique. Selon le rapport « Doing Business » de la Banque mondiale, la Tunisie est un des pays les mieux classés. Le Président Ben Ali avait commencé un programme de libéralisation néolibérale, avec beaucoup de corruption et une inégalité croissante.

Voilà donc l'histoire typique d'un modèle de développement qui a effectivement du « succès » et qui donne naissance à une classe moyenne. Les jeunes peuvent faire des études mais restent au chômage. Certaines régions ne sont pas concernées par ce développement tandis qu'une élite s'enrichit de façon scandaleuse. En d'autres mots, une fois de plus, on constate que ce n'est pas la pauvreté qui est à l'origine des révoltes mais l'inégalité et le sentiment d'injustice quand une partie du pays et de la population s'enrichit et qu'une autre partie est ignorée. Ce sentiment d'injustice se nourrit lentement ; le peuple développe des « discours dissimulés » de résistance, des instruments discursifs mais politiques qui s'accumulent et seront mobilisés dès le début de la révolte. Mais les révoltés d'Afrique du Nord doivent savoir que leur révolution ne fait que commencer, qu'ils n'obtiendront rien si le système économique ne change pas, si le développement se concentre sur l'exportation au lieu de la demande intérieure, si le système social ne connaît que la « pauvreté » et ignore l'inégalité.

La révolte tunisienne est bel et bien un conflit de classe, même si ce qualificatif ne lui sera peut-être jamais attribué. Elle en porte toutes les caractéristiques. Ce que demande le peuple c'est la liberté, la reconnaissance de la dignité et la justice sociale. Le chemin à parcourir sera long et nous ne pouvons qu'espérer que le courage ne manquera pas. Le soutien international des syndicats, des mouvements et des partis qui partagent ces idéaux sera plus que bienvenu. Le peuple tunisien a donné un exemple magnifique et mérite un avenir meilleur. « Notre révolution est universelle », nous a dit un jeune, à très juste titre.

* Le voyage a duré quatre jours, mais je n'ai pas pu participer à la dernière journée.